



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AIN



Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Auvergne-Rhône-Alpes

Service Prévention des Risques Industriels  
Climat Air Energie

Lyon, le

07.06.16

Affaire suivie par : Rémi Morge  
Tél. : 04 26 28 66 82  
Télécopie : 04 26 28 67 19  
Courriel : remi.morge@developpement-durable.gouv.fr  
Réf. : 20160526-LET-cana286-InfoMaires\_01\_SUPCana

Madame le Maire, Monsieur le Maire,

Par lettre du 26 février 2015, monsieur le Préfet de l'Ain vous a informé(e) de la mise en place prochaine de servitudes d'utilité publique dans le cadre de la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

En effet, les articles L.555-16 et R.555-30 b) du code de l'environnement, complétés par un arrêté ministériel du 5 mars 2014, prévoient la mise en place de ces servitudes qui s'appliquent sur l'ensemble du tracé des canalisations de transport et à proximité de leurs installations annexes (poste de pré-détente, poste de livraison...). Elles viennent en complément à celles liées à la DUP qui sont nécessaires à la construction et l'entretien de l'ouvrage.

Votre commune est concernée par une ou plusieurs canalisations de transport de matières dangereuses exploitées par GRTgaz, Total (Etel ou Ethylène Est) ou par Kem One. Aussi, je vous prie de trouver ci-joint un projet d'arrêté préfectoral instituant ces servitudes dans votre commune. Ces dispositions remplaceront celles ayant le même objet qui ont pu vous être communiquées dans le cadre d'un porter à connaissance.

Elles seront éventuellement complétées, par la suite, par des dispositions du même type concernant les canalisations de l'ODC ou de SPSE traversant ou passant à proximité de votre commune.

Cet arrêté sera proposé à la signature de monsieur le Préfet, après avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST), lors d'une prochaine séance.

Je vous remercie de me faire part de vos remarques éventuelles concernant ce projet d'arrêté sous 45 jours.

Vous trouverez également ci-joint une plaquette qui présente la démarche, et par ailleurs, le service prévention des risques de la DREAL se tient à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, madame le Maire, monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour la directrice et par délégation,  
le chef de la cellule risques technologiques et miniers

Jean-François BOSSUAT



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme

## ARRETE

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Messimy-sur-Saône**

Le Préfet de l'Ain

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30, R.555-31 et R.555-39 ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du DateRapport ;

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ain le DateCoderst ;

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

**Considérant** que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Ain ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée<sup>(1)</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Nom de la commune : Messimy-sur-Saône**

**Code INSEE : 01243**

**Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur**

**GRTgaz**

**Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling**

**92277 BOIS COLLOMBES Cedex**

#### • Ouvrage traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Alimentation MESSIMY DP FAREINS	67,7	80	7	enterré	15	5	5
Alimentation MESSIMY DP FAREINS	67,7	80	117	enterré	15	5	5
BEAUJOLAIS	67,7	400	684	enterré	145	5	5
BEAUJOLAIS	67,7	400	687	enterré	145	5	5
BEAUJOLAIS	67,7	400	1393	enterré	145	5	5

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
BEAUJOLAIS	67,7	400	8	enterré	145	5	5
BEAUJOLAIS	67,7	400	1383	enterré	145	5	5

- **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
				SUP1	SUP2	SUP3
BEAUJOLAIS	67,7	400	enterré	145	5	5

- **Installations annexes situées sur la commune**

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
MESSIMY DP FAREINS	35	6	6
MESSIMY SECT SAONE EST	35	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

## **Article 2 :**

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :**

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

**Servitude SUP2**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3**, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

### **Article 4 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées au plan local d'urbanisme ou à la carte communale de la commune concernée conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

### **Article 5 :**

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de l'Ain et adressé au maire de la commune de Messimy-sur-Saône.

### **Article 6 :**

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **Article 7 :**

- la secrétaire générale de la préfecture,
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire de Messimy-sur-Saône,
- le directeur départemental des territoires de l'Ain,
- la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée au directeur de GRTgaz.

Fait à Bourg-en-Bresse, le  
Le préfet de l'Ain

*(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :*

- la préfecture de l'Ain*
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes*
- l'établissement public de coopération intercommunale ou la mairie concerné*



# Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses

